

# Les 500 millions qui font tourner la tête des partis vaudois

## > Rentrée politique

Le canton paiera moins que prévu pour la péréquation

> Rail, route, énergie: les attentes sont nombreuses



REUTERS

### Mathieu Signorelli

La «stratégie de l'écureuil» du ministre vaudois Pascal Broulis ne doit plus durer. C'est ce que disent maintenant de nombreux élus, tant à droite qu'à gauche. Car le canton de Vaud payera finalement bien moins que prévu dans le cadre de la péréquation intercantonale, ce pot commun que remplissent les cantons.

Dans un premier temps, le conseiller d'Etat radical et ses services avaient mis de côté 170 millions de francs au budget 2011 (qui avoisine les 8 milliards), puis un autre montant de 346 millions dans les comptes 2010. Soit un total de 500 millions, que l'Etat n'aura plus à déboursier. En juillet on apprenait que la facture avait fondu: 28 millions de francs. Plusieurs enquêtes du quotidien *24 heures* ont montré que la méthode de calcul de la Confédération diffèrait de celle des Vaudois.

Tout cela renforce la santé de fer du canton de Vaud. 2010 était ainsi la sixième année consécutive où

Pascal Broulis. Les partis attendent que le ministre ouvre les cordons de la bourse.

l'Etat faisait un bénéfice. L'excédent de revenu s'élevait à 300 millions de francs.

La question désormais est de savoir quoi faire de ces fameux 500 millions non dépensés. Selon nos informations, le gouvernement pourrait annoncer vendredi un plan de mesures incluant notamment de nouveaux investissements.

A l'aube de la campagne pour les élections fédérales d'octobre prochain et cantonales de mars 2012, cet argent aiguise les appétits. «Il faut investir!» clament les partis de droite et de gauche. Dans les infrastructures, comme la route et le rail, mais aussi dans le logement et les énergies renouvelables. La gauche ajouterait à tout cela la formation et l'accueil extrascolaire. La droite n'en veut pas, craignant des dépenses qui reviendraient chaque année. L'an dernier,

le Parti socialiste avait proposé de créer un fonds d'infrastructures de 2 milliards de francs.

En fait, aucun élu ne jette véritablement la pierre à Pascal Broulis pour les erreurs d'appréciation de ses services. «Si les prévisions avaient été trop faibles, nous aurions été obligés de couper dans certaines prestations», souligne l'UDC Pierre-Yves Rapaz, président de la commission des finances du Grand Conseil.

«Psychologiquement, Pascal Broulis a compris qu'il y a une attente des radicaux et de la population»

«Une faute technique a été faite, mais il ne faut pas la personnaliser, abonde le conseiller national socialiste Roger Nordmann. Mais cela participait-il d'une stratégie d'alarmisme? Quoi qu'il en soit, il ne faut désormais pas tomber dans le syndrome de l'oncle Picsou qui contemple son tas d'or. Pascal Broulis a peut-être passé son zénith.»

Parmi les infrastructures qui pourraient profiter de cette manne, le métro M3 à Lausanne fait-il figure de favori? Le municipal radical Olivier Français espère que le dossier aura désormais davantage de chances d'aboutir.

«Mais au même titre que d'autres projets, comme dans la Broye, la Riviera et le Chablais.»

Seul le Parti libéral a déjà posé ses revendications. En plus d'investissements, il réclamait mardi des baisses fiscales d'environ 160 millions de francs. «Le bon résultat des finances vaudoises ces dernières années est dû aux contribuables. Il est normal de faire un effort en leur faveur», estime le député libéral Guy-Philippe Bolay.

L'idée risque d'empoisonner les relations entre les libéraux et leurs cousins radicaux à moins d'une année de leur fusion. Car le Parti radical préfère ouvertement investir plutôt que diminuer les impôts. Comme l'a toujours dit son ministre Pascal Broulis.

C'est aussi la ligne de Christelle Luisier Brodard, la présidente du parti cantonal. «Mais nous sommes ouverts à toute option. Certains radicaux sont favorables à des baisses d'impôts. Suivant les propositions du Conseil d'Etat, il se pourrait que les libéraux renoncent à cette proposition.»

Connu pour sa légendaire prudence, Pascal Broulis va-t-il lâcher du lest? Il reçoit des conseils de son propre camp dans ce sens. Christelle Luisier sous-entend qu'un tournant se profile: «Psychologiquement, Pascal Broulis a compris qu'il y a une attente des libéraux et des radicaux, ainsi que de la population, pour voir comment se traduit cette bonne santé financière du canton.»

## > Commentaire Le président-comptable démasqué

Pascal Broulis était l'homme providentiel dont le Conseil d'Etat vaudois avait besoin il y a huit ans. Il fallait sa fougue, son opiniâtreté et sa roublardise associées à ses qualités de comptable pour mener à bien l'assainissement des finances cantonales. Le jeune ministre était marqué par le traumatisme des déficits abyssaux des législatures précédentes. Débarrassé des vieux réflexes idéologiques, vif, il avait appris des erreurs de ses aînés. Lors de la décennie 80, l'imposition fiscale fut abaissée à deux reprises dans un contexte précaire. Les

conséquences furent aussi immédiates que dévastatrices: quinze exercices financiers déficitaires et l'humiliation pour le canton désigné cancre de la classe en matière de finances publiques. Le mérite de Pascal Broulis est d'avoir réussi à stopper la machine infernale des déficits et de la dette publique. Têtu, appliquant durablement et sans faiblir sa méthode de fourmi, aidé aussi par la conjoncture, il a ensuite réussi à créer une situation enviable: Vaud ne vit plus au-dessus de ses moyens et a retrouvé une belle marge de manœuvre. C'est immense! Puis

Pascal Broulis est devenu prisonnier de son rôle de gardien des finances. Tortueux et cachottier, usant et abusant d'un discours exagérément alarmiste alors que le canton redevenait solide, il a commencé à décevoir jusqu'à ceux qui louaient ses mérites. Le cumul de la conduite des finances avec la nouvelle présidence quinquennale du gouvernement a fatalement renforcé le ministre dans son rôle naturel de comptable castrateur. Au contraire, le président devrait agir au-dessus de la mêlée pour féconder des ambitions et forger

un projet collectif acceptable par tous. Au lieu d'un débat serein sur l'utilisation des marges de manœuvre retrouvées, c'est dans l'urgence, sous la pression d'une campagne électorale où s'entrechoquent les agendas personnels et se radicalisent les demandes des partis, que le Conseil d'Etat se prépare à proposer des investissements décidés à la hâte. La méthode n'est pas optimale, mais ce n'est pas dramatique. Tout reste à faire pour tirer le meilleur de la santé financière retrouvée.

François Modoux